

Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Mickaël DIORE, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Tasme AKBARALY ayant donné pouvoir à Françoise BOUTET-WAISS, Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel CALVO, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Marie MASSART ayant donné pouvoir à Stéphane JOUAULT, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

Rapport d'activité 2023 de la Commission de Contrôle des Comptes (CCC)

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes (CCC) a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes, liés à la Ville de Montpellier par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an, et tenus de fournir à la Ville des comptes détaillés de leurs opérations ; ce contrôle s'effectue plus particulièrement dans le cadre des délégations de service public (DSP), en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Ce contrôle s'exerce ainsi sur les rapports annuels des délégataires (RAD) et sur les derniers comptes arrêtés transmis par les entreprises et organismes mentionnés à l'article L. 1411-3 du CGCT.

Le Président de la CCC présente à son assemblée délibérante chaque année, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente. La CCC est présidée par la représentante du Maire de Montpellier, désignée par arrêté, Madame Fanny DOMBRE-COSTE, 1ère Adjointe au Maire, déléguée à la ville éducative, la réussite scolaire et l'administration générale.

Par délibérations n°V2020-160 en date du 5 octobre 2020 et n°V2022-389 en date du 11 octobre 2022, le Conseil municipal a désigné les membres de la commission suivants :

- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres titulaires :
 - o Sébastien COTE ;
 - o Tasnime AKBARALY ;
 - o Hind EMAD ;
 - o Manu REYNAUD ;
 - o Jacques DOMERGUE ;
- 5 conseillers de la Ville de Montpellier, membres suppléants :
 - o Hervé MARTIN ;
 - o Mickaël DIORE ;
 - o Fatma NAKIB ;
 - o Yvan NOSBÉ ;
 - o Mylvia HOUGUET.

Les services publics et équipements de la Ville de Montpellier délégués qui ont fait l'objet d'un examen par la CCC en 2023, au titre de l'année 2022, sont les suivants :

- La fourrière automobile ;
- La crèche Joséphine-Baker ;
- La crèche Henri-Salvador ;
- Le stationnement sur voirie.

Par délibération n°V2020-074 en date du 30 juillet 2020, le Conseil municipal a adopté le règlement intérieur de la Commission. L'organisation et la gestion des séances de la CCC, sont conduites par le Service Contrôle et Pilotage des Partenariats Externes (Pôle Finances et Conseil en Gestion).

En 2023, la CCC s'est réunie le 7 novembre 2023 pour examiner les dossiers suivants :

- RAD 2022 relatif à la DSP Fourrière automobile ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Joséphine-Baker ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Crèche Henri-Salvador ;
- RAD 2022 relatif à la DSP Stationnement sur voirie.

Dans le cadre cette séance, la commission a rendu un avis favorable sur l'examen des RAD et des comptes 2022 analysés.

A titre complémentaire, il convient de préciser que parallèlement à la tenue de la séance de la CCC, les RAD ont également fait l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Monsieur Michel ASLANIAN et composée paritairement d'élus du Conseil municipal et d'associations d'usagers, pour l'examen des RAD et des comptes 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte des travaux de la Commission de Contrôle des Comptes de la Ville de Montpellier pour l'année 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 juillet 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20240711-268304-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 19/07/24
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.